

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73 000 Chambéry

Chambéry, le 16/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERROPEM GROUPE FERROATLANTICA
USINE DE MONTRICHER
B.P. 1
73870 LES KARELLIS

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement FERROPEM GROUPE FERROATLANTICA implanté Usine de Montricher Route des Karellis 73870 ST JULIEN MONT DENIS. L'inspection a été annoncée le 29/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROPEM GROUPE FERROATLANTICA
- Usine de Montricher Route des Karellis 73870 ST JULIEN MONT DENIS
- Code AIOT : 0006104426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'usine de Montricher de la société FERROPEM se situe dans le département de la Savoie (73), dans la vallée de la Maurienne, sur la commune de Montricher-Albanne, en rive gauche de la rivière Arc.

L'usine (groupe Ferroglobe) a été créée en 1913. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de silicium et de fumée de silice destinés respectivement :

- à la chimie des silicones, aux alliages d'aluminium ou aux industries du solaire et de la microélectronique ;
- à la fabrication des bétons et mortiers hautes performances.

Les installations de l'usine comprennent principalement :

- des fours électriques (fours 4, 5 et 6) dans lesquels s'effectue la réduction du quartz en présence de houille, de coke et de bois ;
- des installations de broyage / concassage de silicium ;
- des stockages de matières premières et de produits finis.

Le site a été en grande difficulté économique ces deux dernières années et l'équipe de direction est en cours de renouvellement.

Le thème de visite retenu est le suivant :

L'inspection est réalisée dans le cadre du contrôle renforcé des gros consommateurs d'eau du département, en application de l'arrêté préfectoral n°2022-0456 du 2 juin 2022 fixant pour le département de la Savoie le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et nappes d'eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposé (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2 Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2	/	Sans objet
2	Plan d'économie d'eau - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, annexe III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est autorisé à prélever dans le milieu naturel (rivière Arc) un volume maximum de 4 380 000 m³/an, avec un maximum journalier de 12 000 m³ et horaire de 500 m³. L'eau sert pour la très grande partie au refroidissement des fours. Les fours 4 et 5 sont refroidis à l'aide d'échangeurs à plaques et le volume total de l'eau est rejeté dans le milieu. Le four 6 est quant à lui équipé d'un circuit de refroidissement avec deux tours aéroréfrigérantes. Ainsi une grande partie de l'eau de refroidissement s'évapore. Ce four est la principale source de consommation d'eau du site.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'informer l'inspection du volume de prélèvement net consommé sur le site.

Le jour de la visite d'inspection, le site n'avait pas encore pris en compte l'arrêté cadre sécheresse du 2 juin 2022. Cela doit être fait sans délai. Par mail du 12 août 2022, l'exploitant a transmis les informations concernant les premières actions mises en place pour la réduction de la consommation d'eau notamment avec une réduction de production de l'ordre de 10% sur le four n°6 représentant la plus grosse consommation d'eau du site. Par ailleurs, un relevé quotidien des compteurs d'eau a été mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière journalière concernant les eaux prélevées depuis la retenue de St Martin la Porte et après chaque utilisation, comme approvisionnement de secours, pour le dispositif équipant les forages dans la nappe alluviale. Les résultats sont portés sur un registre
Constats : Il n'y a plus de prélèvement en nappe. Le puits a été obturé. Il n'y a pas de relevé compteur quotidien, mais mensuel. les compteurs sont : <ul style="list-style-type: none">• sur réseau AEP pour industrie (très faible consommation)• sur prise d'eau sur l'Arc Il n'existe pas de compteur de rejet. La consommation (prélèvement - rejet) se fait par une évaluation de l'eau évaporée notamment sur les aéroréfrigérants du four n°6, plus gros consommateur du site. Par mail du 12 août 2022, l'exploitant a confirmé la mise en place d'une ronde de relevé quotidienne des compteurs.
Observations : L'exploitant doit mettre en place une organisation pour faire un relevé quotidien comme demandé par l'arrêté préfectoral. Une évaluation de la consommation doit également être réalisée de manière fréquente, pour détecter toute dérive. L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'identifier au plus tôt toute dérive de la consommation d'eau sur le site, notamment en évaluant de manière précise la consommation réelle du site. Il informera l'inspection de son action sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'économie d'eau - sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, annexe III
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les établissements produisent, en anticipation, une réflexion visant à déterminer des mesures de restrictions d'usage de l'eau additionnelles, spécifiques aux périodes de sécheresse. Elles consignent ces mesures dans un document qui sera tenu à la disposition des services de contrôle. Pour les process ou parties d'un process où la consommation d'eau n'est pas indispensable à l'intégrité du process et aux objectifs de santé publique pouvant s'imposer au site, ces mesures additionnelles sécheresse peuvent être de : - différer des opérations de maintenance consommatrices d'eau ; - ré-orienter une partie de la production vers les produits dont le process est moins consommateur d'eau ; ... Sont exemptés : - les activités commerciales, artisanales et industrielles présentant une faible consommation d'eau annuelle (établissements consommant moins de 7 000 m ³ /an, via prélèvement direct dans le milieu ou via le réseau d'eau potable) ; - les établissements ICPE qui bénéficient d'un arrêté préfectoral comportant déjà des prescriptions additionnelles relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ; - les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum notamment via la mise en oeuvre, à coût économiquement acceptable, des meilleures technologies disponibles du secteur d'activité, ou via le respect d'une valeur limite de consommation reconnue pour le secteur d'activité Pour tous les établissements, les usages de l'eau « accessoires », non liés au process, sont concernés par les mesures de restrictions identiques à celles appliquées aux usagers collectifs (arrosage des pelouses, lavages de véhicules, etc).
Constats : Par arrêté préfectoral N°2022-00834 du 28 juillet 2022, le bassin d'eau Maurienne a été placé en alerte sécheresse. Il n'existe pas de plan d'économie d'eau sur le site comme demandé par l'arrêté préfectoral cadre du 2 juin 2022. Au jour de la visite, le suivi de la consommation d'eau générale du site est mensuel. Le principal consommateur d'eau est le four n°6 avec refroidissement par aéroréfrigérants. Par mail du 12 août 2022, l'exploitant a transmis les premiers éléments de son plan d'économie d'eau notamment en réduisant de l'ordre de 10 % la production de son four n°6, en mettant en place un relevé quotidien des compteurs et en communiquant auprès de son personnel sur l'importance de la bonne gestion de l'eau.
Observations : L'exploitant doit compléter le plan d'économie d'eau comme demandé par l'arrêté préfectoral du 2 juin 2022. Au-delà de l'urgence actuelle, ce plan doit notamment étudier la possibilité de faire évoluer le refroidissement du four n°6 pour optimiser la consommation en eau. Le plan complété doit être transmis à l'inspection sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet